Jean-Pierre Sueur interpelle le gouvernement suite à un jugement de la Cour européenne des Droits de l’Homme contestant les effets de la « procédure prioritaire ».
>> Le communiqué de Jean-Pierre Sueur
>> La dépêche AFP du 3 février 2012
>> *Le Bulletin Quotidien* du 3 février 2012.

Phoca PDF